

Vous pûtes vous exprimer autrement.

Ce lundi 27 février 2017, 78,7% des enseignants du collège Victor Hugo d'Aulnay-sous-Bois sont en grève suite aux propos insultants du principal à l'encontre d'un enseignant représentant élu.

Vendredi 24 février, dans le couloir de l'administration, portes des bureaux ouvertes, l'enseignant concerné entend, de manière fortuite, le principal dire à son adjoint, «Au fait, j'ai reçu le PV du CA envoyé par M. [nom de l'enseignant], quelle petite pute ce mec.».

De fait, le procès-verbal relatait avec précision le comportement du chef d'établissement, lors du conseil d'administration (CA) du 3 février 2017, qui interrompait régulièrement les représentants enseignants, les dénigrait et se circulait derrière les membres du CA au moment du vote.

Cette insulte est symptomatique du mépris et du manque de considération du principal à l'égard de son équipe et vient s'ajouter à une longue liste de dysfonctionnements signalés aux autorités compétentes depuis janvier 2015, sans réaction de leur part :

- **Non-respect des organes démocratiques** : tenue d'un conseil d'administration sans convocation des représentants enseignants, non-respect de décisions votées en conseil d'administration, non-respect des délais imposés par le code de l'Education
- **Comportements irrespectueux** : dénigrement du personnel enseignant de manière répétée et sans fondement (imitation, propos insultants en réunion) et dénigrement des parents, remise en cause du travail, de l'autorité et du professionnalisme des enseignants
- **Organisation défailante** : préparation insuffisante des deux dernières rentrées scolaires, absence de communication sur les décisions impactant la vie de l'établissement
- **Gestion des élèves** : incohérence voire absence de sanctions disciplinaires pour certains faits de violence, verbale ou physique, entre élèves ou contre des adultes, présence insuffisante des membres de la direction pour cadrer les élèves lors des mouvements.

Face à cette situation, les enseignants présents ce jour en assemblée générale ont voté une semaine de grève, reconductible, afin d'obtenir, enfin, une intervention rapide de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN).

Il n'est plus possible de remplir sereinement et efficacement la mission pour laquelle nous avons choisi ce métier. Il est impératif de trouver une solution à cette situation bloquée qui ne peut que gravement nuire à la scolarité des enfants de ce quartier de la « cité des 3000 ». Ainsi le départ du chef d'établissement a été explicitement demandé.